



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question Marc-Antoine Gamba

2014-CE-68

Abandon de la filière Pharmacie à la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg

I. Question

- a) Dans un courrier daté du 21 juin 2013, le rectorat a pris la décision de supprimer dès la rentrée 2015 la filière des deux premières années de Bachelor en sciences pharmaceutiques, contre l'avis de la Faculté des sciences et des étudiants. Durant les trois dernières années, l'Université et la Faculté ont investi du temps et de l'argent. En avril 2012, un rapport a été publié par une commission de la Faculté pour émettre les renforcements et perspectives de la filière. En juillet 2012, la procédure de l'accréditation de la filière est obtenue après de longues heures de travail. En mai 2013, la même commission, sur demande du rectorat, analyse les questions liées à une suppression et conclut : « La Faculté demande donc aux autorités de ne pas envisager la suppression de cette filière, mais au contraire son renforcement et de lui permettre de pouvoir bénéficier des recettes ainsi générées pour développer ses projets de Master ».
- b) Les estimations du rapport de la Faculté basées sur un budget de 25 étudiants parlent d'une économie de 190 000 francs. Sachant que les subsides cantonaux sont de 25 000 francs par étudiant, nous avons donc une recette de 625 000 francs. La filière est donc rentable engendrant un bénéfice.

Les étudiants parlent d'un « choix opportuniste et méprisant les citoyens fribourgeois », car cela impose une double facture aux familles ! D'une part, l'augmentation des subsides que le canton devra verser pour les étudiants fribourgeois contraints d'étudier dans une autre université (25 000 francs par étudiant) et, d'autre part, les familles fribourgeoises seront confrontées à des coûts largement supérieurs (logement, transports, etc.) lorsqu'un jeune devra étudier à Genève, Bâle ou Zurich qui sont les facultés ayant la filière complète.

- c) La synergie entre les étudiants des sciences médicales (médecins-pharmaciens-biologistes-chimistes-physiciens, etc.) est une chance pour nos étudiants. Notre Faculté bilingue permet aux étudiants d'avoir des ouvertures autant vers la Suisse francophone qu'alémanique pour la suite de leur curriculum.
- d) Nous assistons à la destruction d'une formation qui date d'une centaine d'années quand paradoxalement on fête les 125 ans de notre Université. Ceci sans consultation des milieux politiques et professionnels. La filière de Pharmacie a toute sa place dans la Faculté actuelle, surtout en vue du développement de compétences en soins primaires comme la médecine générale. Je suis certain que notre Conseiller fédéral serait du même avis.

Je rappelle qu'un autre Fribourgeois visionnaire et actuel directeur de l'EPFL avait misé sur les sciences de la vie lors de son arrivée, engendrant l'exceptionnelle croissance de cette institution. Le canton va d'ailleurs collaborer avec elle par l'intermédiaire de BlueFACTORY. Il est clair que des synergies vont se développer aussi avec eux. Nous devons semer des graines et ne pas détruire de belles pousses.

La pénurie des professionnels de la santé demandent des idées nouvelles et des efforts, comme le montre le canton de Vaud avec son « campus santé » qui vient d'être présenté. Nos voisins ont compris le sens du courant.

En conclusion

POURQUOI :

- a) Supprimer la filière de formation de la pharmacie prochainement contre l'avis de la Faculté des sciences ?
- b) Supprimer une filière rentable de la Faculté des sciences ?
- c) Détruire des possibilités d'échanges entre les étudiants des sciences médicales ?
- d) Démolir une filière qui semble vouée à un bel avenir liée aux tendances scientifiques actuelles et aux efforts en matière de santé préconisés par la Confédération ?

Je prie le Conseil d'Etat d'agir rapidement pour soutenir et développer la filière Pharmacie de la Faculté des sciences de notre Université auprès des instances compétentes et surtout de ne pas la supprimer.

20 mars 2014

II. Réponse du Conseil d'Etat

1.1. Situation générale

La Faculté des sciences de l'Université de Fribourg a connu ces dernières années un développement très réjouissant aussi bien en termes de l'effectif des étudiants que par les résultats de son activité de recherche. Le nombre des étudiants et étudiantes est passé en dix ans de 1199 à l'automne 2003 à 1996 à l'automne 2013 ; ceci, grâce à l'introduction de plusieurs nouveaux programmes d'études tels que :

- > bachelor en sciences biomédicales (à partir de l'automne 2006),
- > bachelor en sciences du sport et de la motricité (à partir de l'automne 2007),
- > master en sciences du sport (à partir de l'automne 2011),

et grâce à la consolidation de la formation en médecine avec la mise sur place du bachelor en médecine humaine suite à l'ouverture de la 3^e année d'études à l'automne 2009. Cette création de nouvelles filières s'est accompagnée d'un renforcement significatif de la recherche avec une croissance du personnel financé par les sources tierces de plus de 100 % tandis que le personnel financé par le budget ordinaire a crû de 10 %.

Malgré ces résultats quantitatifs impressionnants et le haut niveau qualitatif de la formation dispensée, niveau confirmé par le succès des personnes ayant acquis un bachelor à Fribourg dans la poursuite de leurs études, la situation n'est pas entièrement satisfaisante. Une filière d'études

universitaire est réputée complète quand elle conduit à un diplôme de master. Or, ceci n'est pas le cas pour les deux programmes bachelor de la Faculté des sciences qui réunissent le plus grand nombre d'étudiants, celui en sciences biomédicales et en médecine humaine. Cette situation a également une influence négative sur le recrutement des doctorants, tandis que leur formation est une autre tâche importante des universités. Pour cette raison, le développement des offres de master constitue l'une des priorités de la Faculté des sciences dans la planification stratégique de l'Université.

En ce qui concerne la pharmacie, les deux ans d'études offerts ne conduisent à aucun diplôme délivré par l'Université de Fribourg et ce sont les facultés de Genève, de Bâle ou de Zurich, où les étudiants fribourgeois continuent leur formation, qui recueillent les fruits du travail effectué au sein de notre Faculté des sciences. Même limitée à deux ans, cette formation est sous-dotée et son maintien nécessite des moyens supplémentaires. Son développement jusqu'au bachelor est naturellement encore plus exigeant.

1.2. Circonstances de la décision de suppression

Dans sa planification pluriannuelle établie en 2010, la Faculté des sciences demandait des postes (1.05 EPT) et des moyens supplémentaires pour maintenir les deux ans d'études en pharmacie. En même temps et conformément à la stratégie horizon 2020, elle annonçait comme prioritaire le développement d'une offre de master qui permettrait aux personnes ayant terminé un bachelor en sciences biomédicales de poursuivre leurs études à Fribourg.

Suite à l'annonce des mesures structurelles et d'économie, l'Université a dû renoncer aux moyens supplémentaires aussi bien pour la pharmacie que pour ce master. Sollicité par le Conseil d'Etat pour définir les priorités et d'annoncer des mesures structurelles, le Rectorat a proposé d'analyser la suppression des programmes incomplets (2 ans de pharmacie ou le bachelor en sciences biomédicales).

L'analyse menée a conduit à la décision de supprimer les deux ans de la pharmacie au profit du développement du master en recherche expérimentale consécutif au bachelor en sciences biomédicales. Ainsi, l'Université a opté pour la suppression d'un programme de deux ans et ne bénéficiant d'aucun ancrage scientifique pour garder un bachelor jouissant d'un très grand intérêt auprès des étudiants (205 étudiants au semestre d'automne 2013) et s'inscrivant pleinement dans les compétences de ses départements de médecine, de biologie et de chimie, ainsi que pour lui prévoir une suite au niveau master. En comparaison, l'effectif des étudiants en pharmacie s'élevait à 35 au même semestre. Au fil des dernières années, et ce depuis 2005, cet effectif a fluctué entre 19 et 54 personnes.

Il faut également relever que la mobilité estudiantine est un phénomène naturel entre universités, que celles-ci se profilent en mettant en exergue divers pôles de compétences, et que le bachelor en sciences biomédicales représente un atout majeur pour l'Université de Fribourg.

Cette décision n'a pas eu d'impact sur les étudiants ou étudiantes puisqu'aucun ou aucune d'entre eux n'est ou ne sera touché par la fermeture de la filière sur le plan individuel. En effet, toutes les personnes déjà inscrites en pharmacie ont la possibilité de terminer les deux premières années d'études à Fribourg (avec une "marge" d'au moins un semestre pour les éventuelles répétitions d'examens) et ensuite de continuer leurs études, comme prévu, dans une université proposant la

filière complète. Aucune admission n'a été effectuée en vue de l'année académique 14/15 et ce programme ne figurait plus dans l'offre d'études y relative.

Le Conseil d'Etat a annoncé et approuvé cette mesure dans le cadre du programme des mesures structurelles et d'économie 2013–2016.

1.3. Données financières

La Faculté des sciences a étudié les besoins de ressources supplémentaires en pharmacie tant pour consolider les deux ans existants que pour ajouter une troisième année d'études de manière à pouvoir délivrer un diplôme de bachelor. Elle a également fait l'état des ressources libérées avec la fermeture du programme partiel existant.

Son estimation se présente de la manière suivante :

- > ressources minimales nécessaires pour maintenir les deux ans existants : 172 000 francs/an dont 1.05 EPT et 67 000 francs de matériel ;
- > ressources pour consolidation avec une 3^e année d'études : 345 000 francs/an dont 2.25 EPT et 100 000 francs de matériel ;
- > ressources propres au programme de la pharmacie devenant libres avec sa suppression : 190 000 francs/an.

Cette analyse menée par la Faculté nécessite quelques commentaires :

- > les ressources supplémentaires requises ont été calculées de manière extrêmement réduite : aucun poste de professeur n'est prévu, même pour la mise en place du bachelor, la direction devant relever de la professeure en pharmacologie, engagée pour les besoins de la 3^e année de médecine ;
- > il n'a pas été tenu compte des besoins en infrastructure (locaux, places de travail, places de laboratoire) ;
- > dans le cas de la suppression, seuls les moyens destinés uniquement à la pharmacie et devenant effectivement libres ont été comptés ; il est erroné de considérer qu'ils représentent le coût effectif du programme de pharmacie qui profite largement des prestations des autres domaines d'études. Selon la comptabilité analytique 2012, le coût total annuel de l'enseignement de la pharmacie à l'Université de Fribourg s'élève à 980 680 francs, ceci sans qu'aucune activité de recherche ne soit imputée à ce programme ;
- > il n'a pas été tenu compte du fait que la suppression de la pharmacie diminue aussi la charge de travail et les besoins en places de laboratoire dans les autres domaines, domaines qui sont déjà surchargés par l'augmentation constante des étudiants en sciences biomédicales et qui nécessitent un renforcement.

1.4. Réponses aux questions

- a) La décision de la suppression du programme de deux ans d'études en pharmacie a été prise par le Rectorat de l'Université qui a dû établir des priorités et proposer des mesures structurelles à la demande du Conseil d'Etat. Comme expliqué ci-dessus, la priorité a été donnée au renforcement et au développement des filières complètes conduisant à un diplôme de master.
- b) Les 190 000 francs cités dans la question correspondent au montant estimé par la Faculté des sciences en termes des moyens servant exclusivement au programme de pharmacie, c'est-à-dire

qu'il s'agit des ressources qui deviendront libres suite à la suppression de cet enseignement. Or, ce montant est sans aucun rapport avec le coût effectif de cette formation qui, selon la comptabilité analytique 2012, s'élevait à presque un million de francs. Ce dernier montant ne comporte aucun frais de recherche, c'est-à-dire qu'uniquement les prestations de formation des différentes unités de la Faculté des sciences ont été imputées à la pharmacie dans le décompte analytique, même si la recherche fait partie du cahier des charges des personnes impliquées. Le coût réel est donc encore plus important et il n'est pas possible de parler d'une « filière rentable ». De surcroît, les moyens actuels ne sont pas suffisants et des ressources supplémentaires ont été jugées indispensables pour maintenir le programme existant dans les conditions conformes aux normes de sécurité dans les laboratoires.

- c) L'Université de Fribourg a dû faire un choix qui n'a pas été facile, mais qui a été dicté par les priorités du développement de la Faculté des sciences. Le master spécialisé en recherche expérimentale en sciences biomédicales qu'il est planifié de créer sera ouvert non seulement aux détenteurs du bachelor en sciences biomédicales, mais aussi à ceux qui aimeraient s'orienter vers la recherche médicale après un bachelor en pharmacie.
- d) Comme déjà expliqué ci-dessus, il n'est pas possible de parler d'une filière d'étude complète et son développement - ne serait-ce qu'au niveau bachelor - nécessitait des moyens supplémentaires qu'il n'était pas possible d'allouer. En état, son activité scientifique propre était inexistante, aucun groupe de recherche ni aucun projet de recherche n'y étant associé. Le développement de la Faculté des sciences de ces dernières dix années dans des sciences de la vie montre clairement la place qu'elle attribue à ce domaine d'enseignement et de recherche. Toutefois, particulièrement dans ce domaine très porteur et médiatisé, la concurrence est très vive entre les universités et avec les EPF, ces dernières disposant de moyens financiers alloués par la Confédération et largement supérieurs à ceux des universités cantonales. Le renforcement des filières existantes s'inscrit dans l'effort de maintenir et de renforcer la place de l'Université de Fribourg dans les sciences de la vie en Suisse.

19 août 2014



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage Marc-Antoine Gamba

2014-CE-68

Streichung des Studiengangs in Pharmazie an der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg

I. Anfrage

- a) Am 21. Juni 2013 gab das Rektorat in einem Schreiben den Entscheid bekannt, die ersten beiden Jahre des Bachelors in Pharmazeutischen Wissenschaften auf Beginn des Herbstsemesters 2015 aufzuheben, obschon sich die Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät und die Studierenden gegen diese Streichung ausgesprochen hatten. In den vergangenen drei Jahren haben die Universität und die Fakultät Zeit und Geld investiert. Im April 2012 veröffentlichte eine Kommission der Fakultät einen Bericht, in dem Ausbaumöglichkeiten und die Perspektiven des Studiengangs aufgezeigt wurden. Im Juli 2012 erhielt der Studiengang nach einem arbeits- und zeitintensiven Verfahren die Akkreditierung. Im Mai 2013 befasste sich die gleiche Kommission auf Wunsch des Rektorats mit der Frage einer Streichung des Studiengangs und zog folgenden Schluss: Die Fakultät ersucht die Behörden, die Streichung dieses Studiengangs nicht in Erwägung zu ziehen, sondern diesen vielmehr auszubauen, um von den Einnahmen aus diesem Studiengang profitieren zu können und die Pläne für einen Masterstudiengang weiterzuentwickeln.
- b) Im Bericht der Fakultät, dessen Berechnungen auf einem Budget mit 25 Studierenden basieren, wird von einer Ersparnis von 190 000 Franken gesprochen. Da die Kantonsbeiträge 25 000 Franken pro Person betragen, ergibt dies somit Einnahmen in Höhe von 625 000 Franken. Der Studiengang wirft somit einen Ertrag ab und ist rentabel.
- Die Studierenden sprechen von einem opportunistischen Entscheid, der für die Freiburger Bürgerinnen und Bürger von Nachteil sei, da er die Familien doppelt belaste! Denn zum einen werden die Beiträge steigen, die der Kanton für Freiburger Studierende zahlen muss, welche an einer anderen Universität studieren (25 000 Franken pro Person). Und zum anderen werden die Freiburger Familien sehr viel höhere Kosten zu tragen haben (Unterkunft, Reisekosten usw.), wenn ihre Tochter oder ihr Sohn in Genf, Basel oder Zürich studieren muss, deren Fakultäten den vollen Studiengang anbieten.
- c) Die Synergie unter den Studierenden der medizinischen Wissenschaften (Humanmedizin-Pharmazie-Biologie-Chemie-Physik usw.) ist für unsere Studierenden von Vorteil. Dank unserer zweisprachigen Fakultät steht den Studierenden für ihr weiteres Studium sowohl die Deutsch- wie auch die Westschweiz offen.
- d) Wir müssen zusehen, wie hier eine Ausbildung zunichte gemacht wird, die bereits seit rund 100 Jahren besteht; gleichzeitig wird paradoxerweise das 125-jährige Bestehen unserer Universität gefeiert. Dies ohne die politischen Kreise und die Fachwelt zu konsultieren. Das Pharmaziestudium ist für die heutige Fakultät durchaus von Bedeutung, vor allem für die

Förderung von Kompetenzen in der primären Gesundheitsversorgung wie der allgemeinen Medizin. Ich bin überzeugt, dass unser Bundesrat sich dieser Meinung anschliessen würde.

Ich möchte daran erinnern, dass ein anderer Freiburger mit Weitblick, der heutige Präsident der ETH Lausanne, von Anfang an auf die Life Sciences gesetzt und damit ein die beeindruckende Entwicklung dieser Hochschule ausgelöst hat. Der Kanton wird ausserdem im Rahmen des Projekts BlueFACTORY mit der ETHL zusammenarbeiten. Es ist klar, dass sich auch hier Synergien entwickeln werden. Wir sollten die Saat ausbringen und nicht die besten Sprossen ausreissen.

Der Mangel an Gesundheitsfachleuten ruft nach neuen Ideen und Initiativen, wie es der Kanton Waadt mit seinem «Campus Santé» vormacht, das er kürzlich präsentiert hat. Unsere Nachbarn wissen, aus welcher Richtung der Wind weht.

Kurz zusammengefasst möchte ich eine Antwort auf folgende Fragen:

- a) Weshalb will man den Studiengang in Pharmazie demnächst streichen, obschon sich die Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät dagegen ausgesprochen hat?
- b) Wieso will man einen rentablen Studiengang der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät aufgeben?
- c) Weshalb sollen die Austauschmöglichkeiten unter den Studierenden der medizinischen Wissenschaften zunichte gemacht werden?
- d) Wieso will man einen Studiengang streichen, der angesichts der heutigen wissenschaftlichen Entwicklung und der vom Bund verlangten Anstrengungen auf dem Gebiet der Gesundheitsversorgung vielversprechende Zukunftsperspektiven hat?

Ich bitte den Staatsrat, rasch zu reagieren, um sich bei den zuständigen Instanzen für den Studiengang in Pharmazie der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät an unserer Universität einzusetzen, diesen vor allem nicht zu streichen, sondern vielmehr weiterzuentwickeln.

20. März 2014

II. Antwort des Staatsrats

1.1. Allgemeine Situation

Die Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät der Universität Freiburg hat sich in den vergangenen Jahren ganz erfreulich entwickelt, sowohl was die Zahl der Studierenden wie auch was die Ergebnisse ihrer Forschungstätigkeit betrifft. Die Zahl der Studierenden ist in zehn Jahren von 1199 im Herbst 2003 auf 1996 im Herbst 2013 gestiegen; was der Einführung mehrerer neuer Studienprogramme wie der folgenden zu verdanken ist:

- > Bachelorprogramm in Biomedizinischen Wissenschaften (seit Herbst 2006)
- > Bachelorstudium in Bewegungs- und Sportwissenschaften (seit Herbst 2007)
- > Master of Science in Bewegungs- und Sportwissenschaften (seit Herbst 2011)

Dazu beigetragen hat auch die Stärkung der medizinischen Ausbildung mit der Einführung des Bachelorstudiengangs in Humanmedizin nach der Eröffnung des 3. Studienjahres im Herbst 2009. Nebst der Schaffung neuer Studiengänge wurde auch die Forschung bedeutend verstärkt; so wurde das dank Drittmittel finanzierte Personal um über 100 % aufgestockt, wogegen das über das ordentliche Budget finanzierte Personal um 10 % zunahm.

Trotz dieser beeindruckenden quantitativen Ergebnisse und des hohen Ausbildungsniveaus, das durch den Erfolg der Personen mit einem Freiburger Bachelorabschluss auf ihrem weiteren Studienweg bestätigt wird, ist die Situation nicht wirklich befriedigend. Ein Hochschulstudiengang gilt als vollständig, wenn er mit einem Masterdiplom abgeschlossen wird. Dies gilt jedoch nicht für die beiden Bachelorprogramme der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät, die die höchste Anzahl Studierender verzeichnen: Studiengang in den Biomedizinischen Wissenschaften sowie in der Humanmedizin. Diese Situation wirkt sich auch negativ auf die Rekrutierung von Doktorierenden aus, deren Ausbildung eine weitere wichtige Aufgabe der Universitäten ist. Daher gehört die Entwicklung der Masterangebote zu den prioritären Entwicklungsmaßnahmen der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät in der strategischen Planung der Universität.

Was das Pharmaziestudium betrifft, so führen die beiden angebotenen Studienjahre zu keinem Diplomabschluss der Universität Freiburg. Vielmehr ernten die Fakultäten von Genf, Basel oder Zürich, wo die Studierenden aus Freiburg ihre Ausbildung fortsetzen, die Früchte der an unserer Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät geleisteten Arbeit. Dieser Studiengang, auch wenn er nur auf zwei Jahre beschränkt ist, ist unterdotiert und für seine Beibehaltung wären zusätzliche Mittel nötig. Die Erweiterung des Programms bis zum Bachelor wäre natürlich noch aufwendiger.

1.2. Hintergrund für den Entscheid zur Aufhebung des Studiengangs

In ihrer 2010 erstellten Mehrjahresplanung beantragte die Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät zusätzliche Stellen (1,05 VZÄ) und Mittel, um die beiden Studienjahre in Pharmazie beizubehalten. Gleichzeitig kündigte sie, im Einklang mit der Strategie mit Horizont 2020, die Entwicklung eines Masterangebots an, damit Personen mit einem Bachelorabschluss in Biomedizinischen Wissenschaften ihr Studium in Freiburg fortsetzen könnten.

Nachdem jedoch Struktur- und Sparmassnahmen angekündigt wurden, musste die Universität auf zusätzliche Mittel für die Pharmazie wie auch für diesen Master verzichten. Das Rektorat, das vom Staatsrat aufgefordert worden war, Prioritäten zu setzen und Strukturmassnahmen zu planen, schlug vor, die Streichung unvollständiger Programme zu prüfen (2 Studienjahre in Pharmazie oder den Bachelor in Biomedizinischen Wissenschaften).

Diese Prüfung führte zum Entscheid, die zwei Studienjahre in Pharmazie zugunsten der Entwicklung des Masters in experimenteller Medizin im Anschluss an den Bachelor in Biomedizinischen Wissenschaften fallen zu lassen. So hat sich die Universität für die Streichung eines zweijährigen Studienprogramms entschieden, das wissenschaftlich nicht abgestützt ist, um einen Bachelor beizubehalten, der bei den Studierenden sehr grossen Anklang findet (205 Studierende im Herbstsemester 2013) und zudem voll den Kompetenzen ihrer Departemente für Medizin, Biologie und Chemie entspricht, und dieses Studienprogramm mit einem Masterangebot zu ergänzen. Zum Vergleich: Im selben Semester waren 35 Studierende für den Studiengang in Pharmazie eingeschrieben. In den vergangenen Jahren – seit 2005 – schwankte diese Zahl zwischen 19 und 54 Personen.

Zudem ist die studentische Mobilität ein natürliches Phänomen unter Universitäten, die sich ihrerseits durch verschiedene Schwerpunkte zu profilieren suchen; so ist der Bachelor in Biomedizinischen Wissenschaften für die Universität Freiburg ein wichtiger Pluspunkt.

Dieser Entscheid hat keine direkten Folgen für die Studierenden, denn niemand von ihnen wird durch die Schliessung des Studiengangs persönlich betroffen sein. Denn alle, die bereits im

Studiengang der Pharmazie eingeschrieben sind, haben die Möglichkeit, die ersten beiden Studienjahre in Freiburg abzuschliessen (mit einem "Spielraum" von mindestens einem Semester für die allfällige Wiederholung von Prüfungen). Nach diesen beiden Jahren werden sie wie vorgesehen ihr Studium an einer Universität fortsetzen, die den vollständigen Studiengang anbietet. Für das akademische Studienjahr 2014/15 wurden keine Aufnahmegesuche entgegengenommen und dieses Programm ist im entsprechenden Studienangebot nicht mehr aufgeführt.

Der Staatsrat stimmte diesem Vorschlag zu und kündigte diese Massnahme im Struktur- und Sparmassnahmenprogramm 2013–2016 an.

1.3. Finanzielles

Die Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät hat berechnet, welche zusätzlichen Mitteln nötig wären, um in der Pharmazie die beiden bestehenden Studienjahre zu konsolidieren und mit einem dritten Studienjahr zu ergänzen, damit ein Bachelorabschluss möglich wird. Auch hat sie ausgerechnet, wie viele Mittel mit der Streichung des bestehenden Teilprogramms frei werden.

Ihre Schätzung ergibt folgendes Bild:

- > Mindestbedarf an Mitteln für die Beibehaltung der beiden bestehenden Studienjahre:
172 000 Franken/Jahr, davon 1,05 VZÄ und 67 000 Franken für Verbrauchsmaterial;
- > Mittel für die Konsolidierung mit einem 3. Studienjahr: 345 000 Franken/Jahr, davon 2,25 VZÄ und 100 000 Franken für Verbrauchsmaterial;
- > eigene Mittel des Pharmazie-Studienprogramms, die mit dessen Streichung frei werden:
190 000 Franken/Jahr.

Einige Anmerkungen zu den Berechnungen der Fakultät:

- > Die erforderlichen zusätzlichen Mittel wurden äusserst knapp geschätzt: Es ist keine Professorenstelle vorgesehen, auch nicht für die Einführung des Bachelors; für die Leitung soll die Professorin für Pharmakologie zuständig sein, die für das 3. Studienjahr in Medizin angestellt worden ist.
- > Der Infrastrukturbedarf wurde nicht berücksichtigt (Räumlichkeiten, Arbeitsplätze, Laborplätze).
- > Für den Fall einer Streichung wurden nur die Mittel berücksichtigt, die einzig für die Pharmazie bestimmt sind und die tatsächlich frei werden. Es wäre aber falsch davon auszugehen, dass sie den effektiven Kosten des Pharmaziestudienprogramms entsprechen, da dieses erheblich von den Leistungen anderer Ausbildungsbereiche profitiert. Nach der Kostenrechnung von 2012 belaufen sich die jährlichen Gesamtkosten für das Studium der Pharmazie an der Universität Freiburg auf 980 680 Franken, dies ohne dass mit diesem Programm irgendwelche Forschungstätigkeit verbunden ist.
- > Ferner wurde nicht berücksichtigt, dass sich durch die Streichung der beiden Studienjahre in Pharmazie auch der Arbeitsaufwand und der Bedarf an Laborplätzen in den übrigen Bereichen verringern, die durch die stete Zunahme der Zahl der Studierenden in den Biomedizinischen Wissenschaften bereits überlastet sind und daher einen Ausbau benötigen.

1.4. Beantwortung der Fragen

- a) Der Entscheid für die Streichung der beiden Studienjahre in Pharmazie wurde vom Rektorat der Universität getroffen, das auf Wunsch des Staatsrats Prioritäten setzen und Strukturmassnahmen vorschlagen musste. Wie oben erläutert, hat das Rektorat es vorgezogen,

vollständige Studienprogramme, die mit einem Master abgeschlossen werden, zu verstärken und zu entwickeln.

- b) Die in der Anfrage erwähnten 190 000 Franken entsprechen dem von der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät geschätzten Betrag, der ausschliesslich für das Pharmazieprogramm bestimmt ist, also den Mitteln, die nach der Streichung dieser Studienjahre frei werden. Dieser Betrag steht jedoch in keinem Verhältnis zu den tatsächlichen Kosten dieser Ausbildung, die sich gemäss der Kostenrechnung 2012 auf fast eine Million Franken belaufen. In diesem Betrag sind keine Forschungskosten enthalten; bei der Kostenrechnung wurden nur die Ausbildungsleistungen der verschiedenen Einheiten der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät für die Pharmazie einberechnet, auch wenn die Forschung zum Pflichtenheft der beteiligten Personen gehört. Die tatsächlichen Kosten sind somit noch weit höher und daher kann man nicht von einem «rentablen Studiengang» sprechen. Zudem reichen die heutigen Mittel nicht aus und es wären zusätzliche Mittel nötig, um das bestehende Programm in einer Form weiterzuführen, die den Sicherheitsnormen für Labors entspricht.
- c) Die Universität Freiburg musste einen Entscheid fällen, der ihr nicht leicht gefallen ist, der ihr aber durch die prioritären Entwicklungsmassnahmen der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät vorgegeben wurde. Der geplante spezialisierte Masterstudiengang in experimenteller Forschung in den Biomedizinischen Wissenschaften wird nicht nur Inhabern eines Bachelors in Biomedizinische Wissenschaften offen stehen, sondern auch jene, die nach eine Bachelor in Pharmazie in die medizinische Forschung gehen möchten.
- d) Wie bereits weiter oben erwähnt kann nicht von einem vollständigen Studiengang gesprochen werden und für den Ausbau dieses Studiengangs, auch nur auf das Bachelorniveau, wären zusätzliche Mittel nötig, die nicht bereitgestellt werden konnten. Derzeit ist dieser Studiengang weder mit einer Forschungsgruppe noch mit einem Forschungsprojekt verknüpft, da in diesem Studienprogramm keine eigene wissenschaftliche Arbeit betrieben wird. Aus der Entwicklung der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät, die diese in den vergangenen zehn Jahren in den Life Sciences verzeichnet hat, lässt sich klar ersehen, dass sie diesem Lehr- und Forschungsbereich einen wichtigen Platz einräumt. Die Konkurrenz unter den Universitäten und mit den Eidgenössischen Technischen Hochschulen ist jedoch stark, besonders in diesem sehr zukunftssträchtigen und bekannten Bereich, zumal die ETH über Finanzmittel des Bundes verfügen, die weit höher sind als jene der kantonalen Universitäten. Die Entwicklung der bestehenden Studiengänge steht im Einklang mit den Bemühungen, die Stellung der Universität Freiburg in den Life Sciences in der Schweiz zu erhalten und zu stärken.

19. August 2014